



Procès-verbal d'une séance extraordinaire du Conseil Municipal de la Municipalité du Canton de Pottou

Initiales du maire ----- -----
Initiales du Sec.- Trés.

Procès verbal de la séance extraordinaire du Conseil Municipal du Canton de Pottou dûment convoquée pour y être tenue le **16 décembre 2015** à 18h30 heures à la salle du conseil à l'Hôtel de Ville. La séance débute à 18h35 heures.

Sont présents, le Maire Louis Veillon, les Conseillères Diane Rypinski Marcoux et Edith Smeesters, les Conseillers, André Ducharme, Michel Daigneault, Pierre Pouliot et Michael Laplume.

La séance est présidée par Monsieur le Maire. Le Directeur général secrétaire trésorier, Thierry Roger, est également présent et agit comme secrétaire d'assemblée.

1- OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE ET PRÉSENCES

Le Maire Louis Veillon constate que tous ont renoncé à l'avis de convocation par écrit et qu'avec les membres présents, il y a quorum; il déclare la session ouverte.

2- ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2015 12 29

**Il est proposé par Michel Daigneault
et résolu**

D'ADOPTER l'ordre du jour tel que présenté.

ORDRE DU JOUR de la séance extraordinaire du 16 décembre 2015

1. Ouverture de la séance extraordinaire et présences;
2. Adoption de l'ordre du jour;
3. Présentation et discussion des prévisions budgétaires et du plan triennal d'immobilisations;
4. Adoption du règlement numéro 2015-432 pour déterminer les taux de taxes et les tarifs pour l'exercice financier 2016 et pour fixer les conditions de perception;
5. Période de questions ne portant que sur les prévisions budgétaires 2016;
6. Fermeture de la séance.

Adopté.

3- PRÉSENTATION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET DU PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS

Le Directeur général secrétaire trésorier fait une brève présentation des prévisions budgétaires pour l'année financière 2016 et du programme triennal d'immobilisations pour 2016-2017-2018.

2015 12 30

3.1 ADOPTION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET DU PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS

**Il est proposé par Michel Daigneault
et résolu**

Initiales du maire ----- ----- Initiales du Sec.- Trés.

Annexes

D'ADOPTER les prévisions budgétaires pour l'année 2016 et le programme triennal d'immobilisations pour l'année 2016-2017-2018, telles que présentées et dont copie est jointe en annexe aux présentes pour en faire partie intégrante.

Adoptés.

2015 12 31

4- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2015-432 POUR DÉTERMINER LES TAUX DE TAXES ET LES TARIFS POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016 ET POUR FIXER LES CONDITIONS DE PERCEPTION

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 954 du *Code municipal*, le Conseil doit préparer et adopter le budget de l'année financière et y prévoir des recettes au moins égales aux dépenses qui y figurent;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal a adopté un budget qui prévoit des dépenses et des remboursements de capital totalisant 5 053 151\$ et des revenus égaux à cette somme;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 205 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une Municipalité locale peut, par règlement, imposer le paiement d'une compensation pour services municipaux aux propriétaires des immeubles situées sur son territoire et visés à l'un des paragraphes 4^o, 5^o, 10^o, 11^o et 19^o de l'article 204;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 250.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une Municipalité locale peut décréter qu'une pénalité est ajoutée au montant des taxes municipales exigibles;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, une Municipalité locale peut réglementer le nombre de versements, la date des versements ainsi que les modalités d'application de l'intérêt sur les versements échus de la taxe foncière et des tarifs;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné à l'occasion d'une séance du Conseil tenue le 1^{er} décembre 2015;

EN CONSÉQUENCE,
il est proposé par Michel Daigneault
et résolu

D'ADOPTER le règlement 2015-432 décrétant ce qui suit :

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Article 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2 ANNÉE FINANCIÈRE

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année financière 2016.

TAXATION GÉNÉRALE **SUR LA BASE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

Article 3 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Pour l'année 2016, le taux de taxe générale sur la valeur foncière est fixé à **0,4689** du cent dollars (100,00\$) d'évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d'évaluation pour cette année. Le taux de la taxe foncière générale inclut désormais le taux suffisant pour compenser les frais annuels du service de la Sûreté du Québec;

Article 4 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE POUR LE SERVICE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Depuis l'année 2015, le taux de taxe foncière générale pour le service de police de la Sûreté du Québec est intégré au taux de la taxe foncière générale de l'article 3 ci-dessus. Il n'y a donc plus de taux distinct de taxe foncière pour le service de police de la Sûreté du Québec.

Article 5 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 2007-346 – BIBLIOTHÈQUE / CASERNE / CAMION AUTOPOMPE / CAMIONNETTE DES PREMIERS RÉPONDANTS

Pour l'année 2016, le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée en vertu du règlement 2007-346 pour les travaux d'aménagement de la bibliothèque, d'agrandissement de la caserne, l'achat d'un camion autopompe et d'une camionnette pour les premiers répondants est fixé à **0,0103\$** du cent dollars (100,00\$) d'évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d'évaluation pour cette année.

Article 6 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 2007-352 – RECONSTRUCTION DU BÂTIMENT MUNICIPAL SITUÉ AU 314, PRINCIPALE À MANSONVILLE – CLSC

Pour l'année 2016, le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée en vertu du règlement 2007-352 pour les travaux de reconstruction du bâtiment municipal situé au 314, rue Principale à Mansonville est fixé à **0,0061\$** du cent dollars (100,00\$) d'évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d'évaluation pour cette année.

Article 7 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 245-C – ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU SECTEUR DE MANSONVILLE

Pour l'année 2016, le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée pour des travaux relatifs à l'alimentation en eau potable du secteur Mansonville en vertu du règlement 245-C et ses amendements, est fixé à **0,0012\$** du cent dollars (100,00\$) d'évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d'évaluation pour cette année.

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Article 8 **TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LES RÈGLEMENTS 245, 245-A ET 245-B – CONSTRUCTION D’UN RÉSEAU D’AQUEDUC ET D’ÉGOUT DU SECTEUR DE MANSONVILLE**

Pour l’année 2016, le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée pour les honoraires professionnels et pour la construction d’un réseau d’égout et d’aqueduc au secteur Mansonville en vertu des règlements 245, 245-A et 245-B et leurs amendements, est fixé à **0,0021\$** du cent dollars (100,00\$) d’évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d’évaluation pour cette année.

Article 9 **TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 2010-373 ET SON AMENDEMENT – POUR L’ACHAT D’UN CAMION DE TRANSPORT D’ÉQUIPEMENT ET MISE AUX NORMES DES ÉQUIPEMENTS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DU CANTON DE POTTON**

Pour l’année 2016 le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée en vertu du règlement 2010-373 et son amendement pour l’achat d’un camion de transport d’équipement et mise aux normes des équipements du service de sécurité incendie du canton de Potton est fixé à **0,0066\$** du cent dollars (100,00\$) d’évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d’évaluation pour cette année.

Article 10 **TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE SPÉCIALE POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LES RÈGLEMENTS 2011-388 (POUR LA MISE AUX NORMES DES INFRASTRUCTURES ET DE CERTAINS ÉQUIPEMENTS DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE), 2011-393 (COUVRANT LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2011 FAISANT PARTIE DU PLAN TRIENNAL 2011-2013) ET 2011-400-A (DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 200,000\$ POUR LE PROGRAMME DE RÉNOVATION DE BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS DE MANSONVILLE)**

Pour l’année 2016 le taux de taxe foncière générale spéciale pour le remboursement de la dette contractée en vertu des règlements 2011-388, 2011-393 et 2011-400-A pour les objets en titre du présent article est fixé à **0,0062\$** du cent dollars (100,00\$) d’évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité et inscrits au rôle d’évaluation pour cette année.

Article 11 **COMPENSATION POUR LES IMMEUBLES VISÉS AU PARAGRAPHE 10 ET 19 DE L’ARTICLE 204 DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE**

Il est exigé et il sera prélevé chaque année, de tout propriétaire d’un immeuble situé sur le territoire du Canton de Potton exempt de la taxe foncière conformément au paragraphe 10 et 19 de l’article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.F.M.), une compensation pour services municipaux dont le montant établi en vertu des articles 205 et 205.1 de la *L.F.M.* sera **égal à celui de la taxe foncière générale stipulée à l’article 3** du présent règlement sur la valeur non imposable de cet immeuble telle qu’elle apparaît au rôle d’évaluation en vigueur.

TARIFICATION ET COMPENSATIONS

Article 12 **COMPENSATION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 245-C – ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU SECTEUR DE MANSONVILLE**

Pour l’année 2016, une compensation pour le remboursement de la dette contractée pour des travaux relatifs à l’alimentation en eau potable du secteur Mansonville en vertu du règlement 245-C et ses amendements, est fixée à **69,43\$** par unité sera prélevée de tous les propriétaires d’immeubles imposables, construits ou non, tels que définis au règlement 245-C et ses amendements.

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Article 13 COMPENSATION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LES RÈGLEMENTS 245, 245-A ET 245-B – CONSTRUCTION D'UN RÉSEAU D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT DU SECTEUR DE MANSONVILLE

Pour l'année 2016, une compensation pour le remboursement de la dette contractée pour les honoraires professionnels et pour la construction d'un réseau d'égout et d'aqueduc au secteur Mansonville en vertu des règlements 245, 245-A et 245-B et leurs amendements est fixée à **293,27\$** par unité et sera prélevée de tous les propriétaires d'immeubles imposables, construits ou non, desservis par les deux réseaux, à **209,01\$** par unité et sera prélevée de tous les propriétaires d'immeubles imposables, construits ou non, desservis par le réseau d'égout seulement et à **86,41\$** par unité et sera prélevée de tous les propriétaires d'immeubles imposables, construits ou non, desservis par le réseau d'aqueduc seulement, le tout tel que défini aux règlements 245, 245-A, 245-B et leurs amendements.

Article 14 MESURE DES FOSSES SEPTIQUES ET DES FOSSES DE RÉTENTION

Pour l'année 2016, le tarif applicable pour payer les frais de mesurage des fosses septiques et des fosses de rétention et les coûts administratifs de ce service visant à faire appliquer le règlement numéro 2005-338 et ses amendements, est fixé **22,00\$** et sera réclamé pour chaque installation septique de tous les propriétaires de résidence isolée, de bâtiment commercial non desservi ou de tout autre immeuble qui requiert une installation septique avec fosse septique ou de rétention tel que prévu au règlement 2005-338 et ses amendements.

Article 15 DÉCHETS SOLIDES ET RECYCLAGE RÉSIDENTIEL

Pour l'année 2016, la compensation pour le service d'enlèvement, de transport et d'enfouissement de déchets solides, de même que le service de recyclage porte à porte et l'accès au site de récupération et recyclage de la rue West Hill, est fixée à **148,27\$** par unité de logement.

Article 16 DÉCHETS SOLIDES ET RECYCLAGE NON INDUSTRIELS AUTRES IMMEUBLES

Pour l'année 2016, la compensation pour le service d'enlèvement, de transport et d'enfouissement des déchets solides non industriels provenant des entreprises commerciales et industrielles, ainsi que le service de recyclage porte à porte et l'accès à une site de récupération sur la rue West Hill, est établie comme suit:

Article 16.1 DÉFINITIONS

A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

a) Atelier d'entretien

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir pour l'entretien ou la réparation de véhicules ou de machineries;

b) Camping ou parc de roulottes

Établissement commercial où, moyennant paiement, des espaces de terrain aménagées à ces fins peuvent recevoir des tentes, tentes roulottes ou roulottes pour fins d'hébergement pour une période de temps inférieure à 120 jours par année. Lorsque des emplacements pour roulottes ou autres équipements de camping sont subdivisés et vendus distinctement à d'autres propriétaires, chaque emplacement ainsi transigé est considéré comme un emplacement distinct rattaché à l'établissement du camping;

c) Chalet de golf

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où on retrouve des services, tels la vente de billets pour pratiquer le golf, le service de location, la vente ou l'entreposage d'équipement ou de linge de golf, salles de douches et qui fait partie d'un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le golf;

d) Chalet de ski

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où on retrouve des services, tels la vente de billets pour pratiquer le ski, le service de

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

caféteria, la location, la vente ou l'entreposage d'équipement ou de linge de ski, et qui fait partie d'un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le ski;

e) Commerce

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente ou au service au détail, autres que ceux définis à la présente section;

f) Débit de boisson

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble où on retrouve habituellement, pour consommation sur place, des boissons alcooliques et qui correspond au type d'établissement décrit à la section 1 du chapitre 3 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q. ch. P-9.1);

g) École

Établissement offrant sur une base régulière des services d'instruction et d'éducation aux jeunes;

h) Épicerie, dépanneur

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble où sont vendus des biens en alimentations et autres denrées périssables pour consommation à l'extérieur du commerce;

i) Établissement professionnel et d'affaires

Tout établissement offrant des services professionnels ou personnels pour lequel un maximum de deux employés par établissement y travaille et dont l'espace est dans un immeuble distinct du domicile de ces employés;

j) Garage

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente d'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, à la réparation, lubrification et entretien et apparenté à la vente au détail;

k) Gîte touristique

Désigne un bâtiment ou une partie de bâtiment, où un maximum de dix (10) chambres sont louées ou destinées à la location, autrement qu'à titre de logement;

l) Hébergement commercial

Établissement commercial, autre qu'un gîte touristique, faisant partie d'un bâtiment spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à dormir, et parfois à boire ou à boire et à manger, pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur l'hôtellerie;

m) Industrie

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où l'on fabrique, transforme ou manipule divers produits y compris l'entreposage;

n) Institutions financières et fédérales

Regroupe les établissements offrant des services financiers de base à la population et un horaire d'accès affiché, ainsi que les services de douane et de comptoir postal disponibles sur le territoire de la Municipalité;

o) Restaurant

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à manger, ou boire et à manger, et pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur l'hôtellerie, qu'on y trouve à manger à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment;

p) Roulotte ou maison mobile permanente dans un camping

Désigne une roulotte ou maison mobile installée en permanence dans un camping ou parc de roulottes et qui fait l'objet soit d'une évaluation pour la roulotte ou la maison mobile.

Article 16.2 COMPENSATION

Sur le territoire de la Municipalité, une compensation pour le service d'enlèvement, de transport et d'enfouissement des déchets solides non industriels est imposée au propriétaire de chaque entreprise commerciale ou industrielle; le montant de cette tarification est

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

déterminé en multipliant le nombre d'unités équivalentes indiqué au deuxième alinéa par le coût par unité équivalent fixé aux troisième et quatrième alinéas.

<u>POUR UN :</u>	<u>LE NOMBRE ÉQUIVALENT D'UNITÉS EST</u>
• Atelier d'entretien	1
• Camping avec espaces journaliers	0,11 par emplacement ou maison mobile permanente avec fiche d'évaluation localisée dans le camping;
• Camping ou parc de roulottes*	0,11 par emplacement, tel que défini à l'article 14.1 paragraphe b);
• Chalet de golf	10
• Chalet de ski	25
• Commerce	1,5
• Débit de boisson (plus de 20 places)	2,5
• École	4
• Épicerie, dépanneur	4
• Établissement professionnel et d'affaires	0,5
• Garage	1,5
• Gîte touristique	0,33 par chambre
• Hébergement commercial	0,33 par chambre
• Industrie / produits chimiques	25
• Autres industries 10 employés ou plus	8
• Industrie moins de 10 employés	3
• Institutions financières et fédérales	2
• Restaurant avec plus de 15 places assises	5
• Restaurant moins de 15 places assises ou service de traiteur	2

*Le maximum d'unités par établissement ne peut pas excéder 35.

Le taux de compensation est le suivant :

148,27\$ par unité

Afin de compenser le service de deuxième collecte des déchets solides applicable durant certaines périodes de l'année pour les commerces et établissements suivants qui sont situés spécifiquement dans un secteur de la Municipalité desservi par un réseau d'égout, une compensation équivalente au nombre d'unités ci-énumérées multipliées par le taux de compensation ci-haut décrit s'ajoute à chaque établissement ou entreprise :

<u>POUR UN :</u>	<u>LE NOMBRE ÉQUIVALENT D'UNITÉS EST :</u>
• Chalet de golf	10
• Chalet de ski	10

Tout autre service supplémentaire au service de base faisant partie du service ci-haut taxé sera facturé par la Municipalité distinctement au commerce ou établissement pour lequel le service supplémentaire est ajouté et pour lequel ledit commerce ou établissement a été informé préalablement et est consentant.

Article 16.3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La taxe de compensation décrétée à l'article 14.2 du présent règlement, assujettit tous les immeubles situés sur le territoire de la Municipalité. La taxe décrétée à l'article 14.2 du présent règlement est payable dans tous les cas par le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement.

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Article 17 **COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUTS ET D'AQUEDUC DANS LE SECTEUR OWL'S HEAD**

Article 17.1 **DÉFINITIONS**

A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

a) Atelier d'entretien

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir pour l'entretien ou la réparation de véhicules ou de machineries;

b) Chalet de golf

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où on retrouve des services, tels la vente de billets pour pratiquer le golf, le service de location, la vente ou l'entreposage d'équipement ou de linge de golf, salles de douches et qui fait partie d'un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le golf;

c) Chalet de ski

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où on retrouve des services, tels la vente de billets pour pratique le ski, le service de cafétéria, la location, la vente ou l'entreposage d'équipement ou de linge de ski, et qui fait partie d'un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le ski;

d) Commerce

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente ou au service au détail, à de ski, des restaurants, des garages, des motels, des chalets de ski, des ateliers d'entretien et des débits de boisson;

e) Débit de boisson

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble où on retrouve habituellement, pour consommation sur place, des boissons alcooliques et qui correspond au type d'établissement décrit à la section 1 du chapitre 3 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q. ch. P-9.1);

f) Garage

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente d'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, à la réparation, lubrification et entretien et apparenté à la vente au détail;

g) Industrie

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où l'on fabrique, transforme ou manipule divers produits y compris l'entreposage et les commerces autres que ceux définis au paragraphe d) du présent article;

h) Logement

Une ou plusieurs pièces d'un bâtiment servant ou destinée (s) à servir d'unité résidentielle à une ou plusieurs personnes (s) où l'on peut préparer et consommer les repas et dormir;

i) Maison de chambres

Désigne un bâtiment ou une partie de bâtiment, autre qu'un motel, où plus de quatre (4) chambres sont louées ou destinées à la location, autrement qu'à titre de logement;

j) Hôtel

Établissement commercial faisant partie d'un bâtiment spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à dormir, et parfois à boire ou à boire et à manger, pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la *Loi sur l'hôtellerie*;

k) Piscine

Un bassin artificiel extérieur ou intérieur, dont la profondeur d'eau atteint plus de 60cm;

l) Piscine publique

Piscine située dans un édifice public ou en constituant une dépendance, ou exploitée pour la baignade du public en général ou d'un groupe restreint du public;

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

m) Restaurant

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à manger, ou boire et à manger, et pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur l'hôtellerie, qu'on y trouve à manger à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment.

Article 17.2 COMPENSATION

Dans les secteurs décrits sur le plan no. U-1150A du 21 octobre 1986, préparé par *Monsieur Luc Dumoulin*, une compensation pour l'eau et pour le service d'égout est imposée sur chaque maison, magasin ou autre bâtiment; le montant de cette compensation est déterminé en multipliant le nombre de logements équivalents indiqué au deuxième alinéa par le coût par logement équivalent fixé aux troisième et quatrième alinéas :

<u>POUR UN :</u>	<u>LE NOMBRE ÉQUIVALENT DE LOGEMENTS</u>
	<u>EST :</u>
• Atelier d'entretien	1
• Chalet de golf	20
• Chalet de ski	185
• Commerce	1
• Débit de boisson	5
• Garage	3
• Industrie	1
• Logement	1
• Maison de chambres	2
• Motel	0,5 par unité
• Piscine privée	0,5
• Piscine publique	4
• Restaurant	10

Le taux annuel de compensation pour défrayer une partie des coûts reliés à l'entretien du réseau d'aqueduc est le suivant :

221,68\$ par logement.

Le taux annuel de compensation pour défrayer une partie des coûts reliés à l'entretien du réseau d'égout est le suivant :

163,96\$ par logement.

Article 17.3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La compensation décrétée à l'article 15.2 du présent règlement, assujettit tous les immeubles desservis du territoire décrit à cet article et assujettit tous les immeubles non desservis de ce territoire dès qu'a été signifiée aux propriétaires, locataires ou occupants l'intention de la Municipalité d'amener à ses frais l'eau ou les égouts jusqu'à l'alignement de la rue en face de l'immeuble à assujettir.

La compensation décrétée à l'article 15.2 du présent règlement est payable dans tous les cas par le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement.

Article 18 COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUTS ET D'AQUEDUC DU SECTEUR DU VILLAGE DE MANSONVILLE

Article 18.1 DÉFINITIONS

A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

a) Atelier d'entretien

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir pour l'entretien ou la réparation de véhicules ou de machineries;

b) Commerce

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente ou au service au détail, à l'exclusion des restaurants, des garages, des motels, des chalets de ski, des ateliers d'entretien et des débits de boisson;

c) Débit de boisson

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble où on retrouve habituellement, pour consommation sur place, des boissons alcooliques et qui correspond au type d'établissement décrit à la section 1 du chapitre 3 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q. ch. P-9.1);

d) Garage

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir à la vente d'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, à la réparation, lubrification et entretien et apparenté à la vente au détail;

e) Industrie

Établissement faisant partie d'un immeuble servant ou destiné à servir d'endroit où l'on fabrique, transforme ou manipule divers produits y compris l'entreposage et les commerces autres que ceux définis au paragraphe a) ou b) du présent article;

f) Logement

Une ou plusieurs pièces d'un bâtiment servant ou destinée (s) à servir d'unité résidentielle à une ou plusieurs personnes (s) où l'on peut préparer et consommer les repas et dormir;

g) Motel

Établissement commercial faisant partie d'un bâtiment spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à dormir, et parfois à boire ou à manger, pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur l'hôtellerie;

h) Restaurant

Établissement commercial faisant partie d'un immeuble spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à manger, ou boire et à manger, et pour lequel l'exploitant a l'obligation d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur l'hôtellerie, qu'on y trouve à manger à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment;

i) Fermes

Unité servant ou destinée à servir d'endroit pour abriter des animaux d'élevage, entreposer des produits agricoles tels que lait, légumes, fruits, œufs, céréales, moulu, bois, engrais et autres.

Article 18.2 COMPENSATION

Dans le secteur desservi par les réseaux d'aqueduc et d'égouts du village de Mansonville tel que défini dans les règlements 245. 245A, 245B et 245C, une compensation pour l'eau et pour le service d'égout est imposée sur chaque maison, magasin ou autre bâtiment; le montant de cette compensation est déterminé en multipliant le nombre de logements équivalents indiqué au deuxième alinéa par le coût par logement équivalent fixé aux troisième et quatrième alinéas.

<u>POUR UN :</u>	<u>LE NOMBRE ÉQUIVALENT DE LOGEMENTS EST :</u>
• Atelier d'entretien	1
• Commerce	1
• Débit de boisson	2
• Garage	2
• Industrie	186 pour l'aqueduc et 6 pour l'égout
• Logement	1
• Motel	0,5 par unité
• Restaurant	2.5
• Fermes	2

Initiales du maire ----- -----
Initiales du Sec.- Trés.

Le taux annuel de compensation pour défrayer une partie des coûts reliés à l'entretien du réseau d'aqueduc est le suivant :

89,61\$ par logement.

Le taux annuel de compensation pour défrayer une partie des coûts reliés à l'entretien du réseau d'égout est le suivant :

138,90\$ par logement.

Article 18.3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La compensation décrétée à l'article 16.2, assujettit tous les immeubles desservis du territoire décrit à cet article et assujettit tous les immeubles non desservis de ce territoire dès qu'a été signifiée aux propriétaires, locataires ou occupants l'intention de la Municipalité d'amener à ses frais l'eau et l'égout jusqu'à l'alignement de la rue en face de l'immeuble à assujettir.

La compensation décrétée à l'article 16.2 du présent règlement est payable dans tous les cas par le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement.

Article 19 TAXE SPÉCIALE ET COMPENSATION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 2007-347 ET SES AMENDEMENTS - MUNICIPALISATION DU RÉSEAU ROUTIER DANS LE SECTEUR DU MONT OWL'S HEAD

Article 19.1 TAXE SPÉCIALE SUR LA SUPERFICIE

Pour l'année 2016, la taxe spéciale afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement à cinquante pour cent (50%) des intérêts et du remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il sera imposé sur tous les immeubles imposables situés dans le bassin de taxation décrit au plan annexé audit règlement 2007-347 et ses amendements, une taxe spéciale basée sur la superficie des immeubles imposables, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur et ce sans devoir excéder pour un même immeuble une superficie maximale de 180 000 mètres carrés.

Sauf que la superficie imposable en vertu du règlement 2007-347 et ses amendements pour les immeubles ci-dessous décrits sera reconnu comme étant :

9993-69-7550 35, ch. des Chevreuils / Partie du lot 1051 / une superficie imposable de 3 000 m.c.;
9993-58-6831 41, chemin des Chevreuils / Partie du lot 1051 sauf et à distraire le lot 1051-19 / une superficie imposable de 1 328,9 m.c.;
9993-59-7066 39-40 chemin du Mont-Owl's Head / Partie du lot 1051 sauf et à distraire les lots 1034, p1039, 1040, p1041, 1042 / une superficie imposable de 155 000 m.c.

La taxe spéciale de secteur est la suivante :

0,0750\$ du mètre carré

Article 19.2 COMPENSATIONS PAR PROPRIÉTÉ

Pour l'année 2016, la compensation afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement à cinquante pour cent (50%) des intérêts et du remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il sera imposé et prélevé de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé dans le bassin de taxation décrit au plan annexé audit règlement 2007-347 et ses amendements une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses relativement aux intérêts et au remboursement en capital pour l'année 2016 par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation.

Le taux de compensation est le suivant :

121,26\$ par propriété

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

Article 20 **COMPENSATION POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DÉCRÉTÉE PAR LE RÈGLEMENT 2008-355 ET SON AMENDEMENT-A – MISE AUX NORMES DES INFRASTRUCTURES D’EAU POTABLE DANS LE SECTEUR DU MONT OWL’S HEAD**

Article 20.1 **DÉFINITIONS**

A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont dans le présent règlement, le sens et l’application que leur attribue le présent article :

a) Atelier d’entretien

Établissement faisant partie d’un immeuble servant ou destiné à servir pour l’entretien ou la réparation de véhicules ou de machineries;

b) Chalet de golf

Établissement commercial faisant partie d’un immeuble servant ou destiné à servir d’endroit où on retrouve des services, tels que la vente de billets pour pratiquer le golf, le service de location, la vente ou l’entreposage d’équipement ou de linge de golf, salles de douches et qui fait partie d’un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le golf;

c) Chalet de ski

Établissement commercial faisant partie d’un immeuble servant ou destiné à servir d’endroit où on retrouve des services, tels que la vente de billets pour pratiquer le ski, le service de cafétéria, la location, la vente ou l’entreposage d’équipement ou de linge de ski, et qui fait partie d’un ensemble comprenant un espace en plein air pour y pratiquer le ski;

d) Commerce

Établissement commercial faisant partie d’un immeuble servant ou destiné à servir à la vente ou au service au détail, à de ski, des restaurants, des garages, des motels, des chalets de ski, des ateliers d’entretien et des débits de boisson;

e) Logement

Une ou plusieurs pièces d’un bâtiment servant ou destinée (s) à servir d’unité résidentielle à une ou plusieurs personnes où l’on peut préparer et consommer les repas et dormir;

f) Maison de chambres

Désigne un bâtiment ou une partie de bâtiment, autre qu’un motel, où plus de quatre (4) chambres sont louées ou destinées à la location, autrement qu’à titre de logement;

g) Hôtel

Établissement commercial faisant partie d’un bâtiment spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à dormir, et parfois à boire ou à boire et à manger, pour lequel l’exploitant a l’obligation d’obtenir un permis en vertu de la Loi sur l’hôtellerie;

h) Restaurant

Établissement commercial faisant partie d’un immeuble spécialement aménagé pour que moyennant paiement, on y trouve habituellement à manger, ou boire et à manger, et pour lequel l’exploitant a l’obligation d’obtenir un permis en vertu de la Loi sur l’hôtellerie, qu’on y retrouve à manger à l’intérieur ou à l’extérieur du bâtiment.

Article 20.2 **COMPENSATION**

Pour l’année 2013, la compensation afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement des intérêts et du remboursement en capital des échéances annuelles de l’emprunt, il sera imposé et prélevé de chaque propriétaire d’un immeuble imposable situé dans le bassin de taxation décrit au plan annexé audit règlement 2010-355A et desservis par l’aqueduc du secteur du Mont Owl’s Head une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en multipliant le nombre d’unités attribuées suivant le tableau ci-dessous à chaque immeuble imposable par la valeur attribuée à chaque unité. La valeur est déterminée en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital pour l’année 2013 par le nombre d’unités de l’ensemble des immeubles imposables situées à l’intérieur du bassin.

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Trés.

<u>CATÉGORIE D'IMMEUBLES :</u>	<u>LE NOMBRE D'UNITÉS EST :</u>
• Atelier d'entretien	1
• Chalet de golf	20
• Chalet de ski	185
• Commerce	1
• Logement	1
• Maison de chambres	2
• Hôtel	5
• Restaurant	10

Le taux de compensation est le suivant :

96,60\$ par unité

Article 20.3 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La taxe de compensation décrétée à l'article 20.2 du présent règlement, assujettit tous les immeubles situés dans le bassin de taxation du règlement no 2010-355-A. La taxe décrétée à l'article 20.2 du présent règlement est payable dans tous les cas par le propriétaire de l'immeuble où est situé l'établissement.

Article 21 COMPATIBILITÉ AVEC D'AUTRES RÈGLEMENTS

Tout autre règlement municipal décrétant un tarif de compensation pour un service municipal continue de s'appliquer, sauf s'il est incompatible avec un tarif fixé au présent règlement.

Article 22 MODALITÉS D'APPLICATION

Les taxes décrétées par le présent règlement sont payables à la Municipalité. Tout compte de taxes dont le total est inférieur à 300,00\$ est payable en un seul versement, et ce, le ou avant le trentième (30^e) jour suivant la date d'expédition des comptes de taxes;

Tout compte de taxes dont le total est supérieur à 300,00\$ est payable, en trois versements selon les modalités suivantes:

- Les versements sont tous égaux;
- Le premier versement doit être payé le ou avant le trentième (30^e) jour suivant la date d'expédition des comptes de taxes;
- Le deuxième versement doit être payé le ou avant le quatre-vingt-dixième (90^e) jour qui suit le dernier jour où doit être fait le premier versement;
- Le troisième versement doit être payé le ou avant le quatre-vingt-dixième (90^e) jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement.

Malgré ce qui précède, le solde entier devient exigible lorsqu'un versement n'est pas fait 15 jours après son échéance.

Article 23 TAUX D'INTÉRÊTS

Le taux d'intérêt qui s'applique à tout compte de taxes ou autres créances en souffrance, calculé en fonction des dispositions du présent règlement, est de **dix pour cent (10%) par année** ainsi qu'une **pénalité** de 0.5% du principal impayé à compter de l'expiration du délai décrit à l'article précédent, **jusqu'à concurrence de 5% par année.**

Article 24 CHÈQUES SANS PROVISION

Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la Municipalité et que le paiement est refusé par le tiré, des frais d'administration de trente-cinq (35,00\$) sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre et ce, en sus des intérêts exigibles.

Article 25 Solde négligible

Tout solde absolu inférieur à deux dollars (2\$) ne sera ni remboursé ni exigible.

Initiales du maire

Initiales du Sec.- Très.

Article 26 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement a effet à compter du **1^{er} janvier 2016** et entre en vigueur conformément à la Loi.

Adopté.

5- PÉRIODE DE QUESTION

6- FERMETURE DE LA SÉANCE

**Il est proposé par Pierre Pouliot
et résolu que** l'assemblée soit levée à 19h40.

Respectueusement soumis,

Louis Veillon,
Maire

Thierry Roger,
Directeur général secrétaire trésorier

Je, Louis Veillon, Maire de la Municipalité du Canton de Pottion, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code Municipal.